

Sécurité et culture de gauche

Par LA FONDATION
JEAN-JAURÈS



La fondation Jean-Jaurès est la première des fondations politiques françaises reconnues d'utilité publique (1992). Lieu de débat entre des personnalités d'horizons divers, elle anime un réseau international de plus de cent partenaires. Son centre d'archives socialistes est unique en France. Bien qu'indépendante statutairement et financièrement, sa proximité avec le Parti socialiste garantit à ses travaux une traduction politique. Ses publications sont téléchargeables sur www.jean-jaures.org

Auteur : Jean-Jacques Urvoas, député du Finistère, secrétaire national du Parti socialiste chargé de la sécurité, responsable du groupe de travail «Sécurité» à la fondation Jean-Jaurès, auteur de *De la protection de l'Etat à la sécurité des citoyens* (Fondation Jean-Jaurès, janvier 2010).

La sécurité n'est plus la première inquiétude des Français, mais elle reste une préoccupation légitime. La droite a renoué ces derniers mois en la matière avec ses fondamentaux : inflation législative, affichage politique et caricature de la gauche, éternellement taxée d'angélisme. La gauche n'a pas oublié qu'elle fut victime, en 2002 et en 2007, d'un paradoxe cruel : alors que c'est d'elle que proviennent la plupart des grandes innovations de ces trente dernières années en matière de sécurité (prévention, îlotage, contrats locaux de sécurité, police de proximité, etc.), les Français la jugèrent sur ce point moins crédible que la droite. La situation change : 69% des Français estimaient en automne que la politique menée depuis huit ans pour lutter contre l'insécurité était «inefficace» (sondage CSA).

LES ENJEUX DE

2012

Chaque semaine, Libération publie les réflexions des fondations progressistes, à l'horizon de la présidentielle.

Ce paradoxe est en passe d'être résolu car si la gauche n'a rien oublié, elle a surtout beaucoup appris depuis.

D'abord que la complexité de la question de la sécurité ne peut être traitée par la surenchère verbale et l'empilement stérile de lois. Au simplisme et à l'éphémère, la gauche oppose une autre approche : une pluralité de réponses et une volonté politique forte, inscrite dans la durée.

Ensuite, que les solutions peuvent aussi provenir de l'échelon local : il est illusoire de penser qu'une stratégie unique décidée Place Beauvau produise les mêmes résultats dans nos villes, dans nos quartiers et dans nos campagnes. Il a fallu au Parti socialiste du temps pour apprendre de ses élus locaux. Ce sont eux pourtant qui sont au contact quotidien des difficultés les plus âpres, et qui constituent le pre-

mier rempart contre l'insécurité ordinaire. Et ils ont fait leurs preuves puisqu'ils sont régulièrement réélus !

Mais, enfin, le Parti socialiste a pris le temps de les entendre : le «Pacte national pour la protection et la sécurité» qu'il a récemment proposé le prouve ; il donne toute sa place aux stratégies locales de sécurité.

Il reprend à son compte ces dizaines d'innovations locales qui fonctionnent, parce qu'elles ont en commun de faire confiance : faire confiance aux élus, faire confiance aux citoyens, et faire particulièrement confiance aux policiers.

La gauche a appris, enfin, qu'elle devait proposer des solutions qui couvrent l'ensemble du champ de la sécurité : prévention, dissuasion, sanction, réparation.

Jean-Jacques Urvoas, cheville ouvrière de cette évolution, détaille ci-dessous pour la fondation Jean-Jaurès la nouvelle culture de la gauche en matière de sécurité.

L'urgence de la concorde républicaine

La sécurité, qui avait toujours été un lieu d'union sacrée dans notre République, est devenue un facteur de discorde nationale. D'un côté, des citoyens qui ne se reconnaissent plus dans ceux chargés de les protéger, pour qui le seul policier apprécié est celui des séries télévisées, juste, humain, super-équipé... De l'autre, des policiers et des gendarmes démoralisés qui ne se retrouvent plus dans le sens des actions qu'on leur impose de conduire et qui sont pris en étau entre mépris, montée des violences et restrictions drastiques de leurs moyens de fonctionnement. Ainsi, chaque jour, un fossé se creuse dont pâtit la démocratie. La gauche a la responsabilité et le devoir de restaurer la confiance entre les Français et leurs forces de sécurité.

Il y a urgence à démasquer en Nicolas Sarkozy l'artisan de la discorde entre les Français et leurs forces de sécurité. En 2002, lors d'une réunion des responsables de la police, il avait pourtant pris un engagement : «Je demanderai à nos concitoyens qu'ils vous respectent, qu'ils vous aiment ! Je souhaite que chaque policier soit fier de son métier, de son rôle, de sa condition.»

A cette incantation, la réalité vient infliger un démenti cinglant, puisque le nombre d'atteintes à l'autorité publique enregistrées par la police a crû de 42,1% en cinq ans ! Comment ne pas y voir le résultat d'une politique à la fois contradictoire, illusoire et immorale ? Contradictoire parce que la confiance et le respect ne se gagnent pas au travers d'une culture du chiffre indifférenciée confondant statistique et sécurité effective. Illusoire parce que pour la droite, la sécurité refuse la complexité, chaque

problème devant se régler par l'exclusion d'un coupable désigné. Immorale parce qu'on ne lance pas de défis en laissant à d'autres le soin de les relever ni en déclarant des guerres qui ajoutent de la violence à la violence sans rien régler au fond. Il n'est pas acceptable que policiers et gendarmes paient la facture de la fracture.

Il y a urgence à dénoncer l'échec de Nicolas Sarkozy face à une violence dont l'intensité ne cesse de croître à

Il y a urgence à démasquer en Nicolas Sarkozy l'artisan d'une autre discorde entre les pouvoirs exécutifs et judiciaires.

mesure qu'il en annonce l'éradication imminente.

Demain, la gauche mettra un terme à ses errements pour permettre de reconstruire le lien entre la société et les gardiens de l'ordre. Elle le fera en garantissant à ceux-ci les moyens humains et matériels pour qu'ils s'acquittent de leur mission. Là où Brice Hortefeux, papillonnant d'une urgence à l'autre, les inonde de circulaires et de directives, la gauche en augmentera les effectifs et ce sont tous les Français qui seront gagnants. Là où le ministre masque ses carences derrière une mise en scène des forces de sécurité, nous redonnerons toute sa place à l'esprit de responsabilité et d'autonomie chez l'ensemble des fonctionnaires, en développant leur capacité d'initiative pour la résolution des conflits. Là où le gouvernement ne jure que par la culture d'un rendement simplement quantitatif et la centralisation des décisions, nous confierons aux responsables territoriaux de la

sécurité publique la définition adaptée de «stratégies locales de sécurité», sous l'autorité des préfets et en concertation étroite avec les parquets et les élus.

Il y a urgence, enfin, à démasquer en Nicolas Sarkozy l'artisan d'une autre discorde entre les pouvoirs exécutifs et judiciaires.

Demain, la gauche rendra à la République son équilibre en réduisant la fracture entre sécurité et justice. Au-delà des logiques de métiers, de l'esprit de corps et des enjeux de pouvoirs, l'articulation est déficiente entre l'une et l'autre. La capacité de traitement

des flux judiciaires de la police et de la gendarmerie induits par la multiplication de législations de circonstances est saturée à tous les niveaux, avec comme corollaire la baisse de la qualité des procédures. Jamais le hiatus n'a été aussi grand entre un ministère de l'Intérieur obnubilé par l'inflation des peines théoriques et celui de la Justice essentiellement préoccupé par les droits de la défense, l'un et l'autre se disputant le monopole du bien commun au lieu d'y concourir humblement dans une approche complémentaire. Là où Brice Hortefeux propose des peines aussi automatiques que lourdes mais régulièrement inappliquées, la gauche recourra à des sanctions proportionnées à la gravité de l'acte mais systématiquement exécutées. Plus que la dureté, c'est la réalité et la rapidité dans l'exécution des peines prononcées qui doivent prévaloir. Dans une société fragilisée par la crise et minée par les dissensions, le reflux de la police ou de la gendar-

merie ainsi que de la justice porte en elle la disparition de la loi et du droit, laissant la place aux pouvoirs de fait, aux forces brutes et aux clans violents. Aussi, là où Nicolas Sarkozy avive les tensions entre les Français en faisant de la sécurité un champ d'affrontement, la gauche leur proposera une politique globale de sécurité garantissant la tranquillité publique. Aux côtés d'une investigation et d'une lutte en profondeur contre tous les courants criminels, la qualité et l'efficacité du service rendu redeviendront des valeurs sur lesquelles les Français sauront pouvoir compter.

La gauche est prête aujourd'hui à œuvrer pour que la sécurité redevienne ce qu'elle a longtemps été, et n'aurait jamais dû cesser d'être au sein de notre République : un des ferments de la concorde nationale.

A CHAQUE RÉGION SA STRATÉGIE

La sécurité est au cœur du contrat social qui lie les citoyens et leurs gouvernants au sein de la République. Voilà pourquoi nous proposons que chaque territoire définisse sa «stratégie locale de sécurité», déterminant des priorités et fixant des objectifs. Les problématiques ne sont pas identiques partout. Les difficultés que connaissent les métropoles n'ont que peu de rapport avec celles rencontrées dans les départements plus ruraux. Les enjeux des communes périurbaines ne recourent pas ceux des centres-villes. Les moyens mis en œuvre pour garantir la tranquillité publique doivent donc s'adapter aux spécificités locales.